

Canadian NATO
Parliamentary Association



Association parlementaire
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la Visite de la Commission de
la défense et de la sécurité**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN
(AP OTAN)**

**Washington D.C. et San Diego, Californie, ÉUA
du 31 janvier au 4 février 2011**

Rapport

Dans le prolongement du fructueux sommet que l'OTAN a tenu à Lisbonne à la fin de l'année 2010, l'Alliance doit maintenant s'atteler à une tâche cruciale : la transformation des engagements politiques pris lors de ce sommet en actions tangibles et en capacités véritables. Tel est l'un des principaux thèmes débattus au cours de la visite qu'une délégation de la Commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a effectuée aux Etats-Unis du 31 janvier au 4 février 2011.

La délégation se composait de 38 parlementaires de 20 pays membres de l'OTAN et était conduite par le président de la Commission, Joseph A. Day (Canada).

Chaque année, la Commission se rend en visite aux Etats-Unis à l'invitation de la Chambre des représentants. Au programme de la visite de cette année figuraient des entretiens avec diverses personnalités du Congrès des deux Chambres et de hauts responsables du département d'Etat et du département de la Défense. La délégation a également rencontré des spécialistes indépendants au Conseil pour les relations extérieures. Enfin, elle s'est rendue à San Diego, en Californie, où elle a inspecté divers équipements de la Marine des Etats-Unis, dont un destroyer lance-missiles armé pour la défense antimissile et l'un des deux bâtiments de combat en zone littorale (*Littoral Combat Ship* – LCS) existants, bâtiments qui mettent en œuvre des technologies de pointe.

Les discussions se sont concentrées essentiellement sur l'évolution de l'OTAN et l'opération d'une priorité absolue que celle-ci mène en Afghanistan, la défense antimissiles, l'évolution rapide de la situation en Egypte et en Afrique du Nord, les relations avec la Russie, les dépenses de défense à une époque placée sous le signe de l'austérité, et les incidences de la nouvelle configuration du système politique américain, telle qu'elle résulte des élections législatives de novembre 2010.

L'OTAN APRES LISBONNE

Selon Alexander Vershbow, vice-secrétaire à la Défense pour les affaires de sécurité internationale et représentant du Pentagone, le Sommet de Lisbonne peut être considéré comme le coup d'envoi de l'« OTAN 3.0 ». La première « version » de l'OTAN avait pour mission d'assurer la défense contre le Pacte de Varsovie à l'époque de la Guerre froide ; la deuxième se caractérisait par le processus d'intégration d'anciens adversaires de cette époque ; l'« OTAN 3.0 » se prépare à affronter les nouveaux défis du XXI^e siècle.

A cet égard, a dit l'intervenant, le Sommet de Lisbonne a été couronné de succès si l'on songe aux décisions qui y ont été arrêtées. Toutefois, il faut maintenant concrétiser ces décisions ; les difficultés commencent seulement et seront encore aggravées par la récession économique mondiale. Lorsque les Alliés mesureront le chemin à parcourir avant le sommet de 2012, ils devront renoncer à 50 ans de pratiques commerciales inefficaces ; la crise économique a suscité une dynamique propice à cela. La rationalisation des comités du siège de l'OTAN et de la structure de commandement

étaient des décisions difficiles à prendre, mais il sera encore plus malaisé de choisir les endroits où il faudra restructurer.

L'intervenante a préconisé, pour augmenter l'efficacité des capacités, une mise en commun plus large des ressources disponibles et une spécialisation accrue dans les « capacités de niche », l'objectif étant de parvenir à des économies d'échelle. Il convient de rendre le processus d'élaboration des plans de défense de l'Alliance aussi coordonné et transparent que possible, de manière à s'assurer qu'aucune décision prise isolément par un pays ne déséquilibre l'Organisation dans son ensemble.

Le récent accord franco-britannique sur la collaboration en matière de capacités pourrait servir de référence à d'autres Alliés, selon Julianne Smith, directrice principale pour l'Europe et l'OTAN au département de la Défense, qui a souligné que cette coopération – de même que d'autres démarches, telles que les plans de transformation de l'Allemagne – devait être coordonnée avec l'OTAN ; à cet égard, le Commandement Allié Transformation (ACT) pourrait se révéler particulièrement utile.

Pour l'intervenante, l'OTAN n'est probablement pas le principal acteur de la lutte à long terme contre la piraterie; elle ne dispose d'ailleurs pas des instruments institutionnels qui lui permettrait de s'attaquer aux racines du problème, lesquelles sont sur la terre ferme. Les Etats-Unis continuent à beaucoup apprécier les efforts déployés par l'Union européenne dans ce domaine.

L'intervenante a estimé qu'il fallait exploiter plus efficacement les enseignements tirés des précédentes opérations et en tenir compte pour les opérations en cours et à venir. L'un de ces enseignements est la nécessité d'intégrer activités civiles et militaires et de faire de la reconstruction un pilier du prolongement de toute opération. Ainsi, à quelques exceptions près, les pays manquent généralement de moyens civils déployables. L'importance de mettre au point de tels moyens est l'une des principales recommandations de l'Examen quadriennal de la diplomatie et du développement (QDDR), qui a pour objectif de ne plus se satisfaire de capacités civiles improvisées et sous-financées. L'intervenante a indiqué que les Etats-Unis aimeraient voir l'Union européenne jouer un rôle accru dans les activités de reconstruction.

De l'avis de responsables du département d'Etat, dans la perspective du sommet de 2012 l'ordre du jour se concentrera sur quatre priorités : fournir des ressources à la FIAS, organiser l'examen du dispositif de dissuasion et de défense pour trouver la combinaison idoine de capacités nucléaires, classiques et antimissiles dont a besoin l'OTAN, réformer les structures de cette dernière et moderniser les partenariats.

Des responsables du département de la Défense ont confirmé que des discussions autour d'une révision du dispositif des forces américaines en Europe étaient en cours au moment de la visite de la délégation, discussions qui avaient été reportées à une date postérieure au Sommet de Lisbonne. Des propos du secrétaire à la Défense, M. Gates, ont d'ailleurs été rapportés, selon lesquels les structures actuellement déployées en Europe étaient excédentaires. Les consultations des Alliés devaient avoir lieu peu de temps après la visite. Elles devaient être sous-tendues par l'examen d'une combinaison de moyens adéquate en Europe, tels que des éléments de défense antimissiles, des forces antiterroristes, des moyens de sécurité maritime et, éventuellement, une réduction des forces au sol essentiellement conçues pour faire

face aux situations du temps de la Guerre froide. Le dispositif ainsi modifié resterait, d'après les responsables du secrétariat à la Défense, de nature à fournir des garanties tangibles aux Alliés européens.

AFGHANISTAN

Les progrès accomplis en Afghanistan sont encore plus importants que ce qui avait été prévu au cours des derniers mois, a indiqué l'assistant du vice-secrétaire à la Défense chargé de l'Afghanistan, du Pakistan et de l'Asie centrale, David Samuel Sedney. Le déploiement de forces supplémentaires en tant qu'éléments de la FIAS et le développement des forces de sécurité afghanes (FSA) ont eu pour effet de modifier radicalement les règles du jeu, notamment dans les fiefs des taliban que sont les provinces de Kandahar et de Helmand.

Les victoires remportées durant les derniers mois, dont l'expulsion des taliban en dehors des principales zones habitées, ont suscité un sentiment de plus grande sécurité chez un nombre accru d'Afghans, mais ces résultats restent précaires et ne sont pas irréversibles, selon l'intervenant, qui a fait valoir qu'il appartenait maintenant aux dirigeants afghans de les préserver. Les Afghans sont désireux et, désormais, de plus en plus capables d'apporter une contribution dans ce sens, mais ils ont encore besoin de beaucoup d'aide, en particulier pour le développement des capacités civiles.

Le Partenariat durable OTAN-Afghanistan approuvé au Sommet de Lisbonne correspond à un engagement qui n'est pas limité dans le temps dans sa portée générale, selon l'intervenant. Sur un plan bilatéral, les Etats-Unis ont, eux aussi, souscrit à un partenariat renforcé à long terme avec l'Afghanistan.

M. Sedney a prédit une recrudescence des violences au cours des mois à venir, et ce jusqu'à l'été, lorsque les insurgés tenteront de reconquérir le terrain perdu pendant les trois ou six derniers mois et que les forces afghanes continueront à progresser dans des régions jusqu'alors laissées aux taliban. A court terme, il ne faudra donc pas interpréter une multiplication d'incidents violents comme la preuve d'un échec, mais plutôt comme l'évolution normale de la stratégie globale.

Le processus de transition, suivant lequel la sécurité territoriale serait confiée aux Afghans, sera régi conjointement par ces derniers et la FIAS, qui recenseront, province par province, les régions propices à ce processus. Les responsables américains ont souligné que, puisque la transition s'effectuera simultanément dans différentes régions, les forces internationales déployées là-bas ne devraient pas être rapatriées automatiquement ; mais, elles devraient plutôt être redéployées en d'autres endroits du pays ou affectées à d'autres missions; elles pourraient passer, par exemple, du stade du combat à celui de l'entraînement. Les décisions relatives aux retraits de troupes doivent être coordonnées par l'OTAN, ont insisté ces mêmes responsables.

Lindsey Graham a instamment demandé aux membres de la délégation de donner leur feu vert au déploiement de formateurs supplémentaires de manière à accélérer la mise sur pied des FSA, à l'exécution de programmes destinés à résoudre les graves problèmes liés à la primauté du droit et à la gouvernance, et à l'adoption d'une stratégie visant à encourager le Pakistan à régler la question des « sanctuaires » où se réfugient les insurgés. Il a ajouté que les ressources consacrées jusqu'à la fin de l'année à la

campagne afghane auraient une importance décisive ; il en va de la crédibilité et de la fiabilité de l'OTAN en tant qu'acteur sur la scène internationale.

CYBERSTRATEGIE

Selon un spécialiste du département de la Défense, Steven Schleien, les résultats du Sommet de Lisbonne dans le domaine de la cybernétique sont très encourageants. Les milieux politiques accordent plus d'attention à la question, et les plans destinés à améliorer la protection des propres réseaux de l'OTAN sont considérés comme des démarches positives, tout comme l'engagement d'épauler les pays membres dans leurs efforts de défense, ou encore, l'inclusion des aspects cybernétiques dans la planification et les exercices. Selon M. Schleien, il ne conviendrait pas que l'OTAN définisse le type de cyberattaque tombant sous le coup de l'article 5; en la matière, l'ambiguïté renforce la dissuasion. Dans tous les cas, les pays membres qui se sentent menacés peuvent toujours recourir aux consultations sur des questions de sécurité que prévoit l'article 4.

Bien que l'OTAN ne travaille pas à la mise au point de capacités cybernétiques offensives, a fait observer l'intervenant, elle peut toujours demander une aide spécifique de la part des quelques pays membres qui, eux, se sont dotés de telles capacités, et ce suivant un processus quelque peu analogue à celui du dispositif nucléaire allié.

Les Etats-Unis peinent à concevoir de quelle manière le modèle classique des traités de maîtrise des armements peut servir dans le secteur de la cybersécurité, mais ils sont favorables à la définition de normes internationales par l'intermédiaire de groupes de spécialistes attachés à des organisations telles que l'ONU.

D'une manière générale, a fait valoir M. Schleien, la somme des compétences techniques dont doit disposer un attaquant éventuel pour faire peser une menace dans le cyberspace a spectaculairement diminué au fil du temps. La stratégie américaine consiste à construire des systèmes assez résistants pour vaincre les cyberattaques et à conserver un potentiel de dissuasion incluant la menace de représailles cinétiques en cas de cyberattaque à visées politiques. Un problème se pose au département de la Défense : le recrutement et le maintien en place de personnel techniquement qualifié pour parer à la menace ; bon nombre des spécialistes en la matière ont quitté le service public, attirés par les offres alléchantes du secteur privé.

DEFENSE ANTIMISSILES

L'administration Obama considère la défense antimissiles essentielle pour préserver une dissuasion et des garanties étendues et pour parer aux menaces grandissantes sans créer une situation instable, selon l'assistant du vice-secrétaire à la Défense chargé des politiques de défense nucléaire et de défense antimissiles, Bradley Roberts. Bien que la menace qui pèse sur le territoire américain s'accroît, les Etats-Unis dispose de capacités suffisantes pour conserver un dispositif fort et bien protégé, grâce à leur « approche adaptative graduelle », qui repose sur des moyens susceptibles d'être déplacés de manière à prendre en compte l'évolution des menaces.

De l'avis d'Alexander Vershbow, il existe dans l'Alliance un consensus autour de la menace croissante que font peser les missiles balistiques iraniens sur l'Europe méridionale ; dans le courant de la décennie, l'Iran aura les moyens d'étendre cette menace à l'ensemble du territoire allié. Bradley Roberts a fait observer que les tactiques traditionnellement utilisées dans le contexte de la dissuasion pouvaient ne pas s'appliquer dans le cas du régime de Téhéran. Robert Einhorn, conseiller spécial pour l'Iran et la Corée du Nord au département d'Etat, a estimé qu'une fois doté de l'arme nucléaire l'Iran risquait de s'enhardir, avec les dangers supplémentaires que cela supposait pour la sécurité régionale.

La défense antimissiles de l'OTAN est relativement peu coûteuse, selon des responsables du département de la Défense, qui ont souligné que les Etats-Unis apportaient, à l'échelon national, toute une architecture de capteurs et d'intercepteurs. Les investissements potentiels de l'OTAN dans un système de commandement et de contrôle – lequel permettrait aux pays de « brancher » leurs propres capteurs et intercepteurs – susceptibles de couvrir entièrement le territoire allié sont, en comparaison, extrêmement modestes, puisqu'ils seraient inférieurs à 200 millions d'euros sur dix ans.

Certes, les modalités de commandement et de contrôle du système de l'OTAN doivent encore être définies, mais l'OTAN est déjà parvenue à mettre en place des dispositions d'une complexité similaire pour d'autres systèmes. Selon Bradley Roberts, il faudra du temps pour tout mettre au point, y compris les décisions sur les règles d'engagement, ce qui n'a rien de surprenant.

Pour les Etats-Unis, la défense antimissiles complète la dissuasion nucléaire étendue, plutôt qu'elle ne s'y substitue. Les Alliés ont décidé de procéder à un examen du dispositif de défense et de dissuasion (DDPR) pour étudier ces questions dans la perspective de leur sommet de 2012.

RUSSIE

L'amélioration des relations avec la Russie est réelle, selon des responsables du département d'Etat, lesquels n'en ont pas moins souligné que des principes tels que le consentement du pays hôte au stationnement de troupes étrangères sur son territoire – principes d'une pertinence toute particulière dans le cas de la Géorgie et de la Moldova – ne seraient pas sacrifiés.

Si, de l'avis de Steve Sestanovich, chargé de recherches au Conseil des relations extérieures, la remise à zéro des relations avec la Russie est probablement l'un des résultats les plus impressionnants qu'ait obtenus jusqu'ici l'administration Obama dans le domaine de la politique étrangère, il reste à voir si cette démarche peut mettre un terme au schéma classique d'une remise à zéro, accompagnée de grandes attentes qui finissent par se transformer en un sentiment de désappointement et d'hostilité.

L'intervenant a estimé que l'administration avait habilement minimisé les désaccords autour de la Géorgie, mais que les dirigeants russes avaient interprété cela comme un acquiescement de la part des pays occidentaux ; ceux-ci doivent donc revenir sur cette question pour éviter aux Russes toute erreur d'appréciation. Les principaux jalons des relations avec la Fédération au cours de la période à venir comprendront

vraisemblablement la scène politique russe (élections législative et présidentielle), la répression ostensible des dissidents politiques et l'accession du pays à l'Organisation mondiale du commerce.

L'administration américaine juge que la coopération avec la Russie dans le domaine de la défense antimissiles est importante ; elle s'oppose toutefois à la mise en place du système conjoint entièrement intégré et doté d'un dispositif de commandement et de contrôle commun que préconisent les responsables russes. Moscou pourrait fournir grâce à ses capteurs des informations potentiellement utiles et susceptibles d'améliorer les défenses de l'OTAN ; selon Bradley Roberts, la réciproque est vraie. Les discussions avec la Russie au sujet de cette forme spécifique de coopération sont en cours au Conseil OTAN-Russie et dans le contexte de réunions bilatérales russo-américaines.

POLITIQUE AMERICAINE

La réduction des dépenses est l'une des grandes priorités de la nouvelle direction de la Chambre des représentants, de l'avis du président de la sous-commission pour l'Europe et l'Eurasie, Dan Burton. Le chef de la délégation des Etats-Unis auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Mike Turner, et un membre de la délégation, Jeff Miller, ont donné à entendre que des choix difficiles devraient être opérés dans les dépenses sociales. Mike Turner a fait valoir qu'à son avis les Américains étaient prêts à soutenir des réformes.

Pour Charles Kupchan, chargé de recherches au Conseil des relations extérieures, la polarisation du système politique américain est aussi aiguë qu'elle a pu jamais l'être depuis le 19^e siècle. Les dissensions à propos de thèmes sociaux sont une constante, mais ce n'est que récemment qu'elles ont débordé sur les affaires étrangères, domaine traditionnellement considéré comme échappant à la politique partisane. L'intervenant a imputé cela, en partie, à la disparition progressive de la génération d'hommes politiques internationalistes apparue après la Seconde Guerre mondiale.

De fait, le fossé ne se situe pas simplement entre Démocrates et Républicains ; il divise aussi les seconds, avec l'apparition du Tea Party, qui représente une faction dissidente du Parti républicain, et une nouvelle génération qui ne partage pas les valeurs de ses dirigeants. La situation politique intérieure a empêché l'administration Obama de faire des avancées stratégiques, a dit Steven Clemons, chargé de recherches à la New American Foundation ; l'intervenant a prédit que l'atmosphère politique à Washington – et particulièrement au Congrès – sera de plus en plus empoisonnée au cours des deux prochaines années.

L'intervenant a également indiqué qu'une période de retranchement s'annonçait pour la politique extérieure des Etats-Unis, avec un consensus de l'appareil politique autour d'un « allègement du fardeau » que constituaient les engagements du pays à l'étranger. Washington escompte donc que les Européens se montrent plus actifs sur la scène internationale.

Interrogés sur les effets de la controverse des « WikiLeaks », de hauts responsables de diverses entités exécutives ont regretté la publication de ces informations ; ils ont indiqué que c'était là la conséquence d'un partage d'informations beaucoup plus large

entre institutions américaines après les attentats du 11 septembre 2001, l'objectif étant d'accroître les chances d'éventer les complots terroristes. L'ampleur de ce partage est en cours d'ajustement. Ces révélations ont porté durablement atteinte à la faculté des diplomates d'avoir des conversations franches avec des interlocuteurs de confiance, mais les câbles diplomatiques ont aussi montré que les Etats-Unis tiennent essentiellement le même langage en public et en privé.

VISITES D'INSTALLATIONS MILITAIRES

La délégation s'est rendue à San Diego, en Californie, pour y visiter le quartier général de la 3^e Flotte conjointe de la Marine des Etats-Unis. Le commandement de cette flotte englobe toutes les unités navales de la côte Ouest et couvre le Pacifique oriental depuis la ligne internationale de changement de date jusqu'aux Etats-Unis, du pôle Nord au pôle Sud. La délégation a entendu un exposé sur les fonctions du commandement, les exercices navals de grande envergure RIMPAC (Arc Pacifique) – auxquels participent un certain nombre de pays alliés –, la position du commandement en matière de cyberdéfense et le soutien qu'il apporte au dispositif de défense anti-missiles balistiques.

A la base navale de San Diego, la délégation s'est rendue à bord du bâtiment de combat en zone littorale USS Freedom (LCS-1). Cette plate-forme rapide, souple et axée sur des missions spécifiques a été conçue pour opérer à proximité des côtes mais peut également évoluer en haute mer ; elle est destinée à contrer des menaces asymétriques « anti-accès », telles que les mines, les sous-marins silencieux à propulsion diesel et les bâtiments de surface rapides, et a des applications militaires comme humanitaires. Sa principale innovation est sa capacité d'emporter des « modules de mission » interchangeables : guerre anti-sous-marine, aide humanitaire et déminage. Elle se caractérise aussi par un équipage de taille réduite et par la présence de systèmes de contrôle hautement automatisés. La délégation a appris que la Marine américaine comptait acquérir 55 LCS.

La délégation a également inspecté le USS John Paul Jones (DDG-53), destroyer lance-missiles armé pour la défense anti-missiles balistiques. Le John Paul Jones fait partie d'une flottille de 21 bâtiments dotés du système Aegis, conçu pour parer aux menaces des missiles balistiques. Cette flottille, qui forme l'élément naval du système de défense anti-missiles balistiques dans son ensemble, est la clé de voûte de l'« approche adaptative graduelle » adoptée par l'administration Obama pour la défense de l'Europe contre les missiles.

Enfin, la délégation a pu prendre connaissance d'une série d'impressionnantes innovations technologiques en cours de mise au point dans les installations militaires du Space and Naval Warfare Systems Center Pacific (SSC Pacific). Figurent au nombre de ces innovations une antenne fonctionnant dans l'eau de mer, de nouveaux moyens de tri et de traitement d'articles de presse pour l'extraction des informations publiques les plus intéressantes, un gant-capteur sans fil, ainsi que des véhicules sans équipage et à hautes performances pour la protection des forces.

Respectueusement soumis,

L'honorable Sénateur Joseph A. Day
Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)
ACTIVITÉ	Visite de la Commission de la défense et de la sécurité
DESTINATION	Washington D.C. et San Diego, Californie, États-Unis d'Amérique
DATES	Du 31 janvier au 4 février 2011
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Joseph Day, sénateur
CHAMBRE DES COMMUNES	
PERSONNEL	
TRANSPORT	1 1701,64 \$
HÉBERGEMENT	928,97 \$
HOSPITALITÉ	0,00 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	387,55 \$
CADEAUX OFFICIELS	0,00 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	0,00 \$
TOTAL	2 321,12 \$